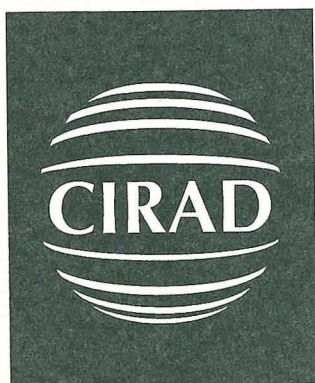


Document de travail du CIRAD-SAR
N° 10



Quelle géographie au Cirad ?

Séminaire de géographie 1995-1996

Editeurs scientifiques
Yves Clouet
Jean-Philippe Tonneau

Centre de coopération internationale
en recherche agronomique pour le développement

Faculté universitaire des sciences agronomiques
de Gembloux, Belgique

De la gestion de terroir à l'aménagement du territoire

Le cas du projet de développement paysannal et de gestion des terroirs au Nord Cameroun (PDPGT)

André TEYSSIER

Résumé : *Quelle est l'échelle idéale d'observation et d'action en matière de gestion des ressources naturelles ? La réponse est nuancée comme le montre l'expérience vécue au Nord Cameroun dans le cadre du PDPGT. En zone "homogène", il semble que l'analyse du "petit" permet de comprendre et d'agir au niveau du "grand". Dans les zones d'immigration et de "front" où l'hétérogénéité est forte, la gestion des ressources naturelles exige de prendre en compte des territoires plus grands. Il faut passer du terroir au territoire avec pour référence le "canton, c'est-à-dire, un espace politique permettant d'aborder des thèmes comme la gestion des ressources en eau, concurrence entre terres de parcours et blocs de culture (coton), gestion des massifs forestiers. La province, quant à elle, devrait jouer un rôle de planification par affectation d'usages dominants à certaines portions de l'espace.*

Mots-clés : Gestion de terroir, aménagement du territoire, étude de terroir, étude du territoire, Nord-Cameroun.

Le lancement des études de terroirs dans la province du Nord, l'intervention du projet DPGT (développement paysannal et de gestion des terroirs) dans le yaere de Moulvoudaye ainsi que les perspectives de gestion locale des massifs forestiers autour de Maroua conduisent à s'interroger sur l'échelle idéale d'observation et d'intervention du programme "Gestion de terroir / gestion de ressources naturelles". Pour la poursuite de ces actions, il semble opportun d'agir à une échelle plus vaste que le terroir, celle du territoire ou de la petite région, tout en maintenant le travail à l'échelle du terroir tant pour comprendre le fonctionnement des systèmes agraires que pour tester des innovations techniques et sociales.

L'intérêt des études de terroir pour le projet DPGT

La première série de terroirs étudiés par l'antenne ORSTOM de Maroua pour un programme de "gestion de terroirs" a été sélectionnée dans la province de l'extrême-nord sur la base de «zones homogènes» dont les contours ont été déterminés par l'étude du CIRAD SAR (Raymond *et al.*, 1994).

La représentativité de ces terroirs constituait le principal critère de choix. Ainsi, les terroirs de Sirlawe, Balaza-Domayo et Mowo figurent au milieu de "pays" caractérisés par une relative homogénéité de leur peuplement, par une certaine continuité du paysage et par des problématiques de développement similaires (figure 1). Les "freins" au développement constatés à Balaza-Domayo

sont identiques à Kodek, à Ouro Malloum, à Diguir et dans les autres villages environnants. Les stratégies économiques, collectives ou individuelles, sont semblables.

Les observations et les recommandations effectuées pour ces "terroirs-centres" sont extrapolables à l'ensemble des terroirs, non pas de la zone homogène, mais d'un "pays" ou d'un territoire créé par les générations des diverses sociétés rurales de l'extrême-nord. A Sirlawe, tous les problèmes ressentis par une grande partie du pays tupuri sont représentés en un point ; Balaza-Domayo est caractéristique des établissements humains le long du mayo Tsanaga, et Mowo concentre sur quatre quartiers toutes les stratégies adoptées par les Mofu en réponse à la crise.

Grâce aux études de terroirs, l'analyse du "petit" nous a permis de comprendre le "grand". Aucune étude portant sur l'ensemble du pays tupuri, du pays mofu gudur ou du pays fulbe du Diamare ne nous aurait fourni en un temps relativement court autant d'informations précises et fiables. La combinaison de ces données sur l'espace d'un seul et unique terroir nous a amené à comprendre le fonctionnement et le dynamisme du système agraire.

Cette connaissance préalable, qui pourrait apparaître comme superflue, est l'un des fondements de l'approche "gestion de terroirs".

La gestion de terroirs est habituellement définie comme l'ensemble des règles et des techniques utilisées pour l'usage des ressources naturelles situées dans un espace approprié par une ou plusieurs communautés. Ces règles et techniques ont été progressivement mises au point par des paysans qui n'ont pas attendu des projets de gestion de terroirs pour gérer leurs terroirs. Aussi, l'action d'un projet de gestion de terroirs ne peut porter que sur une amélioration de ces règles et techniques paysannes. Il convient dès lors de les connaître très précisément.

Les MARP, GRAAP et autres méthodes de diagnostic rapide ne sauraient remplacer une étude approfondie, réalisée par une équipe "immergée" dans le village et dont on ne peut faire l'économie sans craindre une compréhension trop partielle et partielle du terroir, débouchant, dans le meilleur des cas, sur une série d'actions classiques et "passe-partout" ou, dans le pire des cas, sur des actions favorisant les stratégies d'un groupe au détriment des voisins.

Cette étude est complétée par un diagnostic interne, c'est-à-dire une réflexion des villageois sur leurs problèmes, leurs causes, les solutions déjà envisagées et celles qui restent à entreprendre.

Jusqu'à présent, les études de terroir complétées par ces "auto-analyses" ont satisfait nos besoins en connaissance sur les espaces ruraux. Les recommandations de l'antenne ORSTOM se sont systématiquement avérées en accord avec les problèmes exprimés par les habitants des terroirs. Des actions originales ont été engagées sur cette base : spéculation sur le *muskuwaari* par les producteurs, cofinancement d'infrastructures hydrauliques, gestion de points d'eau par leurs usagers, etc.

Les limites des études de terroir

Dans le cas d'une juxtaposition de terroirs aux configurations identiques, l'étude de l'un d'entre eux suffit pour programmer des actions non seulement dans le terroir étudié, mais également dans une grappe de villages dont la taille est fonction de l'homogénéité de la région environnante. C'est notamment le cas de Balaza-Domayo où la mise en place de greniers à *muskuwaari* s'étend rapidement aux villages proches. Nul besoin de reprendre de nouvelles études de terroir 10 km plus loin; elles déboucheraient sur le même type d'action. Dans ce cas, les actions, si leur pertinence se confirme au

regard des producteurs, peuvent se diffuser selon le schéma habituel de la "tâche d'huile" à partir d'un centre, le terroir étudié.

En revanche, dans les zones d'immigration et sur les "fronts" entre différents groupes de population, l'étude d'un terroir ne peut plus servir de la même façon.

Sur les espaces ruraux du Nord-Cameroun se superposent bien souvent des droits d'usage différents, parfois antagonistes : exploitation forestière, élevage plus ou moins sédentarisés, défrichement pour l'agriculture, mise en défens de réserves de chasse, etc. Une forte hétérogénéité de terroirs s'observe dans les zones où la présence plus ou moins dense d'une population autochtone, les vagues successives de la conquête peule, puis les flux de migration spontanés ou encadrés ont abouti à la création d'espaces pluri-ethniques, avec des jeux de pouvoirs et d'alliances complexes entre ces groupes humains. Cette hétérogénéité s'observe aussi sur les marges des espaces de peuplement à dominante ethnique (pourtour du pays tupuri, zones de contact entre fulbe, musgum, arabes choa).

Lorsque des terroirs juxtaposés sont appropriés et mis en valeur par des communautés ayant des règles et des techniques d'exploitation des ressources différentes, lorsque les populations d'une même grappe de villages ont des aspirations et des références culturelles sans commune mesure, lorsque différentes langues sont utilisées, l'étude d'un terroir risque de produire une connaissance circonscrite à un seul des groupes humains présents. Les actions qui s'ensuivront dépasseront difficilement ce groupe et son village. Le personnel du projet deviendra disproportionné au regard de la faible portée des interventions, confinées dans un même village.

En outre, le village étudié sera perçu par les autres comme privilégié, en relation permanente avec les techniciens, bénéficiant d'investissements et d'avantages pratiques auxquels les villages voisins n'auront pas accès. Ce village pourrait également être tenté d'utiliser ses rapports préférentiels avec le projet pour s'imposer face aux groupes humains voisins. Quelques exemples de ce genre de dérive peuvent déjà être cités : volonté des migrants d'étendre des blocs de culture aménagés par le projet DPGT vers des terrains de parcours Mbororo, interdiction d'accès à une mare pour des usagers non permanents, etc.

En cas de confrontation entre migrants et autochtones, de conflit entre agriculteurs et éleveurs, entre sédentaires et nomades, étudier l'un des terroirs, c'est déjà prendre parti pour l'un des groupes humains. Cela ne peut être acceptable dans le cadre d'un projet de développement, sensé travailler sans discrimination à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Aux limites de l'échelle du terroir, il faut ajouter la multiplication d'opérations intitulées "projet de gestion de terroirs" sans en avoir ni l'esprit, ni les méthodes. Il s'agit le plus souvent d'utiliser l'effet mode de la gestion de terroirs pour disposer de nouveaux financements. Nous pouvons parier aujourd'hui sur une baisse de crédibilité des opérations dites de gestion de terroirs dans les années à venir et partant, sur la nécessité de se démarquer en concevant des méthodes de travail innovantes, notamment en ce qui concerne les échelles d'analyse et d'intervention. Si, dans l'extrême-nord, l'intervention à partir de grappes de 4 à 5 villages reste tout à fait cohérente avec les objectifs impartis au projet DPGT, il faut en revanche agir à une échelle supérieure dans la province du Nord après avoir observé plusieurs situations à l'échelle du terroir, qui constitue un niveau incontournable avant de passer à des échelles inférieures.

A quelle échelle intervenir ?

Terroirs hétérogènes et superposés

Il est demandé au projet DPGT d'apporter des éléments de réponse à des questions liées à la gestion des espaces ruraux : contrôle et gestion des ressources en terre, en eau et en bois, fertilité et lutte anti-érosive, conflits entre agriculteurs et éleveurs, installation de migrants sur des espaces autrefois réservés aux parcours, etc.

Ces problèmes sont difficilement saisissables à l'échelle du terroir puisqu'ils jouent sur des relations entre des communautés dont les droits d'usage sur les ressources naturelles s'exercent dans des terroirs superposés ou limitrophes. Le financement et la gestion de mares fait appel à des exploitations réparties sur plusieurs terroirs; la gestion des massifs forestiers par les populations environnantes exigent de travailler auprès de plusieurs villages composés de groupes ethniques différents : l'établissement de migrants implique nécessairement, outre l'installation d'équipements! une concertation avec les populations reconnues comme "gérantes" de l'espace; les conflits entre agriculteurs et éleveurs persisteront tant que les stratégies des éleveurs itinérants ne seront pas prises en considération.

Les aléas des petites échelles

Quitter l'échelle du terroir pour agir sur de plus grands espaces comporte un autre risque : celui de renouer avec des approches technocratiques qui excluent la connaissance des sociétés rurales et la concertation avec les populations "bénéficiaires".

Le "projet de projet" Ouest Bénoué (SOGREAH, 1985), dans les cartons de la coopération internationale depuis plusieurs années, est, à ce titre, exemplaire. La carte des projets d'aménagements dans l'Ouest Bénoué montre les carences de ce type d'approche. Les choix d'aménagement sont effectués par un bureau d'études à partir de données statistiques et d'une carte à échelle routière. L'espace est morcelé à grands coups de crayon qui ne tiennent compte que des voies d'accès par voiture. La localisation des nouveaux villages ("blocs-migrants") ressemble à une guirlande de coups de tampon le long des pistes (figure 2). Cette carte montre un parti pris pour une population : les migrants, agriculteurs, sédentaires et chrétiens, plutôt que les éleveurs, itinérants et musulmans. Elle traduit également une volonté de contrôle, d'organisation standardisée, de maillage de l'espace d'une manière "moderne" et normative, ce qui ne correspond sûrement pas à la perception de l'espace et à l'organisation du territoire des populations déjà en place.

Le rejet de ces installations en bloc par les populations autochtones paraît inévitable. Les populations en place se sentent numériquement inférieures et dépassées par de nouveaux venus soutenus, de surcroît, par des organisations de développement relativement puissantes.

L'aménagement à l'échelle de la province ou de la grande région est diamétralement opposé à la démarche gestion de terroirs: les principes de compréhension avant l'intervention, de décision, de montages financiers et de gestion des infrastructures en concertation avec les villages, ne peuvent y figurer.

Pour une échelle intermédiaire

L'échelle de la province correspond plutôt à un travail de planification, c'est-à-dire de segmentation de la grande région en fonction de décisions politiques déterminant la vocation d'unités spatiales: espaces agricoles, parcs nationaux, réserves de chasse, etc. Des projets de développement ne peuvent prétendre à intervenir à cette échelle sinon dans le conseil aux élus et à l'administration pour la définition d'une politique régionale de développement et d'aménagement.

L'échelle intermédiaire entre le terroir et la grande région s'étend approximativement à l'échelle du canton ou de la portion de lamidat.

A Moulvoudaye, 53 villages et petits quartiers sont concernés par la réhabilitation des aménagements hydro-agricoles du yaere. Autour de Fadare, ce sont environ une dizaine de villages à qui sera confiée à terme la responsabilité de la gestion de massifs forestiers. Boundang est situé au milieu d'une grappe d'une dizaine de villages et de terrains de parcours Mbororo tandis que Sanguere Ngal compte parmi la quinzaine de villages de migrants établis le long de l'axe Garoua-Ngong (figure 3).

A la différence d'une province, ces petits espaces ruraux restent "gérables" par leurs communautés; la concertation pour les décisions d'aménagement est encore possible entre une vingtaine de villages et un agent de terrain.

Cette échelle intermédiaire place les équipes du projet DPGT dans de meilleures conditions pour résoudre des problèmes d'occupation de l'espace et de contrôle des ressources naturelles qui dépassent l'échelle du terroir : gestion de cours d'eau, concurrence entre blocs de culture et terrains de parcours, installation de migrants en réservant des espaces voués à l'élevage et à la faune sauvage, gestion de massifs forestiers. Cette échelle permet également de raisonner les investissements en développement rural, notamment par une répartition plus équitable des infrastructures socio-économiques et par l'harmonisation des interventions réalisées par divers opérateurs.

Contrairement à l'échelle du terroir, où l'on est supposé intervenir en réponse à l'ensemble des problèmes vécus par la population et qui dépassent parfois les compétences de l'équipe du projet (éducation, santé publique, etc.), les actions à l'échelle du territoire, si elles sont toujours définies en fonction d'une écoute préalable des villages, devront nécessairement se spécialiser autour de deux ou trois thèmes, perçus comme essentiels par les populations de ces petites régions.

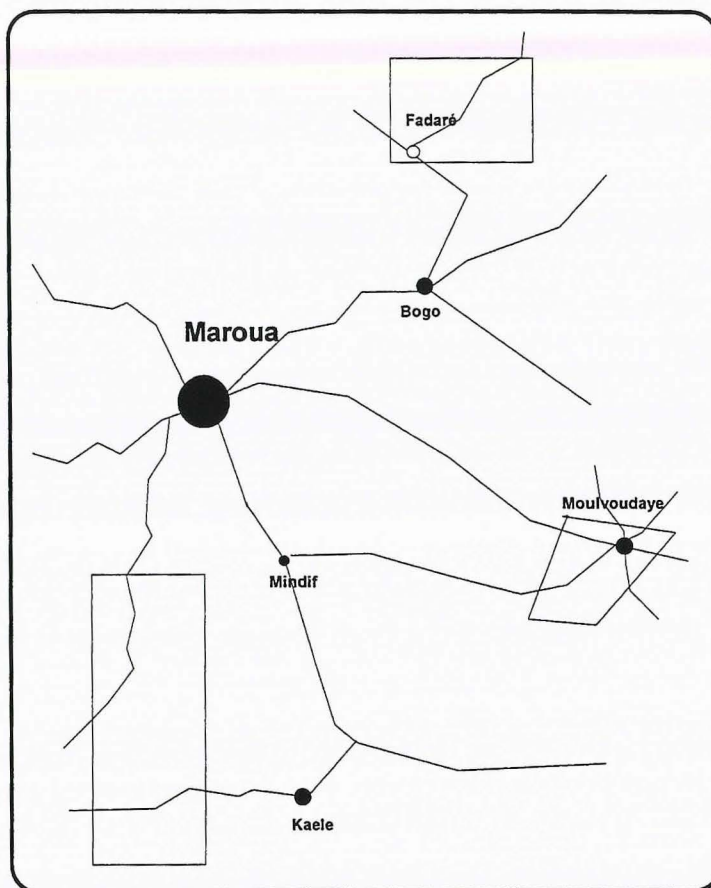
Comment intervenir à l'échelle du territoire ?

Le pivot de cette démarche est axé autour du schéma d'aménagement. Ce schéma sera local et concerté avec les différents groupes en présence. Il s'agira d'un document issu, non pas de réunions internes à une équipe de projet, mais de discussions et de décisions prises par les villages et approuvées par les autorités administratives et coutumières. Sur le schéma d'aménagement figurent les portions d'espace dont l'usage est prioritairement réservé à chaque groupe qui l'occupe.

L'élaboration de ces schémas d'aménagement reposent sur une équipe d'animation mobile (un animateur Gestion de Terroirs maîtrisant parfaitement la ou les langues locales, avec (temporairement) un topographe et, dans la Bénoué, un agent de terrain d'origine Mbororo, utilisable sur différents territoires, afin d'établir des relations avec les éleveurs non sédentaires et la mise à disposition d'outils.

INTERVENTION DANS LA REGION DE MAROUA

Figure 1 - Interventions actuelles



INTERVENTION DANS L'OUEST BENOUE

Figure 2 - Projet SOGREAH 1985 de "Blocs migrants"

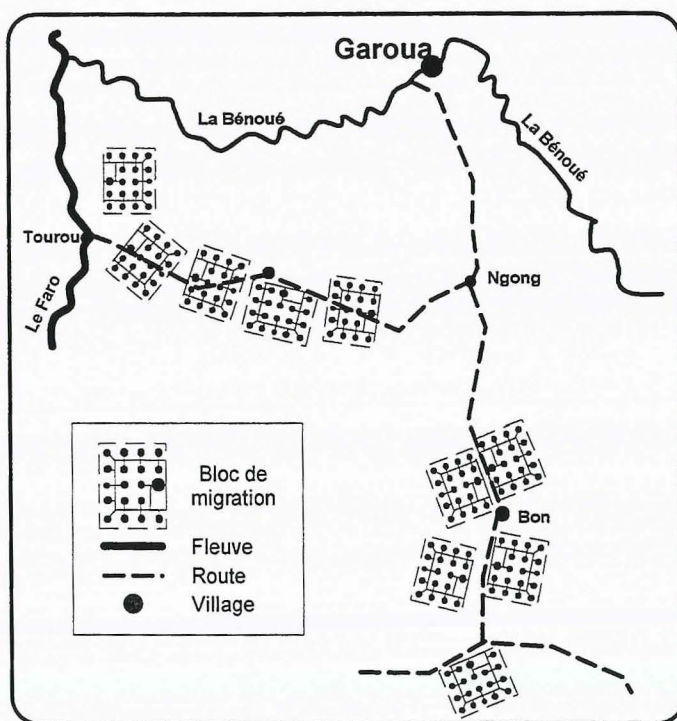
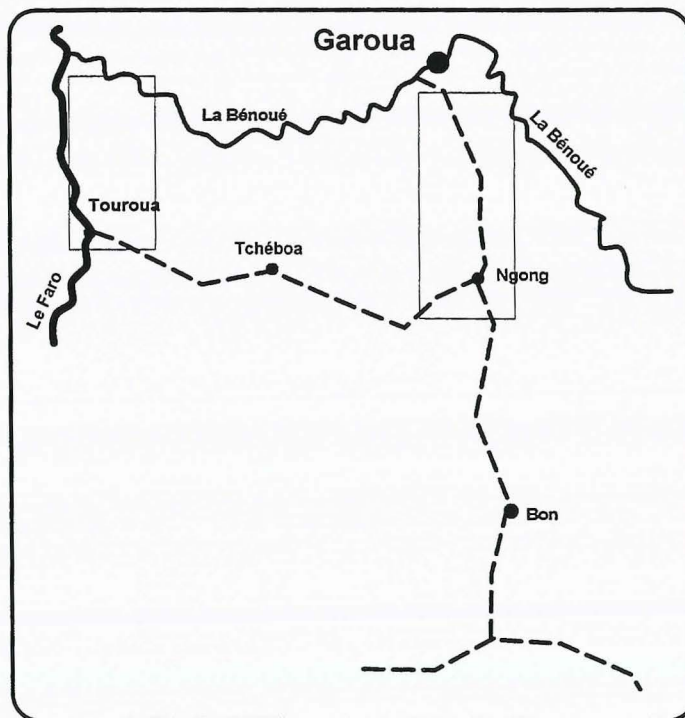


Figure 3 - Interventions actuelles



Ces outils sont, d'une part, un jeu de photographies aériennes récentes, éventuellement complétées par d'anciens clichés, avec possibilité d'effectuer des agrandissements ponctuels (ces photographies sont disponibles pour Moulvoudaye et Fadare), soit par traitement photographique, soit par numérisation ; et, d'autre part, un GPS en vue de suivis de troupeaux et d'une mise à jour d'anciennes cartes topographiques (localisation de nouveaux villages, terrains de cultures, pistes et circuits du bétail).

Dans un premier temps, l'intérêt d'un système d'information géographique sophistiqué n'apparaît pas avec évidence. Les principes méthodologiques d'une intervention à l'échelle du territoire rejoignent ceux de la démarche "gestion de terroirs" telle qu'elle a été formulée au cours de cette première année d'exercice : information, connaissance, auto-analyse et programmation concertée sur l'ensemble des villages de la petite région.

La phase de connaissance correspond à la fois à une étude de terroir préliminaire dans le village centre et à une étude de territoire (moins fine, plus étendue, comprenant des données statistiques élémentaires : recensement de population, du cheptel) avec d'éventuelles études thématiques complémentaires : parcours Mbororo, systèmes fonciers, pratiques de maintien de la fertilité, histoire locale, écologie du *ladde*, etc.

Au cours de la phase 1 du projet DPGT, on propose cinq à six sites pour travailler selon cette approche régionale (tableau 1).

Il existe actuellement une demande de la part des administrations techniques pour mettre en place une politique de planification du développement rural et de la protection de l'environnement. S'atteler à une tâche de cette envergure, immédiatement à l'échelle d'une province, est sans doute un pari difficile à tenir, compte tenu des enjeux et de la multiplicité des opérateurs. En revanche, tenter d'organiser l'espace rural en fonction des stratégies de développement de chaque groupe d'acteurs locaux à l'échelle de plusieurs petites régions nous semble relever d'une démarche plus pragmatique.

La mise au point d'une méthode de planification à cette échelle peut servir de référence aux différents corps des administrations techniques provinciales qui envisagent de proposer un schéma directeur de développement.

Tableau 1. Sites étudiés au cours de la phase 1 du projet.

Sites	Nombre de villages	population concernée	Actions
Moulvoudaye	53	15 000	Réhabilitation cofinancée d'aménagements hydro-agricoles dans un yayre, gestion des aménagements par les usagers.
Fadare	10	?	Etablissement de marchés de bois de feu, utilisation des revenus du bois pour des actions de développement local.
Ouest Mayo Kani	20	?	Création d'un réseau de points d'eau à usage pastoral, désenclavement par de nouvelles pistes rurales.
Boundang / nord du lamidat de Touroua	10	?	Installation concertée de migrants, équipements en infrastructures, aménagements de blocs de culture et préservation d'espaces pastoraux.
Sanguere Ngal / lamidat de Tcheboa	30	?	Concertation sur l'utilisation de l'espace entre agriculteurs migrants et éleveurs itinérants, aménagements d'infrastructures.
Siri	?	?	Concertation sur l'utilisation de l'espace, stabilisation des limites de terroirs, aménagements d'infrastructures.

Conclusion

La zone cotonnière du Nord-Cameroun présente deux types d'espace rural :

- des espaces ruraux à terroirs homogènes et continus (Balaza, Sirlawe, Mowo...) au sein desquels une diffusion des innovations depuis des "villages-centres" est envisagée et mérite d'être poursuivie ;
- des espaces ruraux à terroirs hétérogènes et emboîtés (Fadare, Moulvoudaye, Boundang, Sanguere, Siri), pour lesquels une démarche couvrant une échelle plus large que le terroir reste à concevoir.

Le terroir constitue l'échelle idéale de compréhension : il peut servir également de support aux évaluations des interventions.

La province correspond à une échelle de planification, où l'espace est découpé en fonction de décisions politiques et de vocations déterminées par les acteurs locaux.

Entre ces deux niveaux, une échelle intermédiaire doit être abordée par le projet DPCT pour permettre à la fois de conserver les avantages d'une intervention à l'échelle du terroir (compréhension détaillée du système agraire, écoute des producteurs, programmation des activités en fonction d'une hiérarchisation des problèmes par les villageois, concertation entre les acteurs locaux sur les vocations des espaces ruraux) et d'intervenir sur des problèmes qui dépassent le terroir (conflits agriculteurs / éleveurs, gestion de bas-fonds ou de forêts, établissement de migrants, concurrence entre agriculture, élevage et faune).

La petite région rurale nous paraît correspondre à l'échelle d'action optimale pour réussir une intervention sur la gestion des espaces ruraux par les populations qui les occupent.

Cette échelle de travail peut également apporter une réponse aux demandes d'une planification régionale du développement exprimées par l'administration, par la mise au point d'une méthode de planification à une échelle moins vaste que celle d'une province.

Les espaces situés autour de Moulvoudaye, Fadare, Sanguere Ngal, Touroua, Siri et éventuellement dans l'ouest du Maya Kani, correspondent aux sites sur lesquels une intervention à cette échelle intermédiaire sera conçue dès cette année. Avant la fin de la première phase du projet DPCT, des schémas d'aménagement locaux seront mis au point dans ces régions, suite à un travail de concertation avec les usagers de ces espaces.

Références citées

RAYMOND G., YUNG J.M., MERCOIRET M.-R. DEVAUTOUR H. 1994. Stratégies paysannes au Nord Cameroun. 5 tomes. CIRAD-SAR.

SOGREAH, 1985. Projet de développement rural de l'Ouest Bénoué. Etude de faisabilité. Ministère du Plan, SODECOTON.